

Elevages
2 rue Kerivoal
29334 Quimper

Quimper, le 29/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL DU CRUGUEL

95 IMP DE ROSKEN
29810 Ploumoguier

Références : Contrôle second site EARL DU CRUGUEL
Code AIOT : 0052902374

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement EARL DU CRUGUEL implanté 95 IMP DE ROSKEN 29810 PLOUMOGUER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL DU CRUGUEL
- 95 IMP DE ROSKEN 29810 PLOUMOGUER
- Code AIOT : 0052902374
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation relevant du régime de l'autorisation dont l'EARL DU CRUGUEL est le gérant. Lors de la mise en place du régime enregistrement, l'exploitant a déclaré dans le formulaire volailles, exploiter

au maximum 44 000 emplacements de coquelets. Une déclaration des émissions polluantes doit donc être réalisée dans GEREPE chaque année pour cette ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Défense externe contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	1 mois
4	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 14/11/2005, article 1	Sans objet
5	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dépôt de dossier à effectuer suite à la modification du mode de gestion des effluents.
Demande d'actions correctives

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2005, article 1
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : RESPECT DES EFFECTIFS ET RCE DU 03/08/2023
Constats :

<p>Arrêté préfectoral n°334/2005AE du 14/11/2005 autorisant l'EARL DE KERBROZEL à exploiter un élevage avicole de 33600 animaux équivalents volailles de chair sur 1200 m2; Récépissé de changement d'exploitant n°29177055-2020/CE du 03/08/2023 au nom de l'EARL DU CRUGUEL; Constats réalisés le jour de la visite: mise en place en date du 20/11/2024 de 26000 poulets lourds - surface poulailler 1200 m2-.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'AP n°334/2005AE du 14/11/2005 prévoyait le mode de gestion des effluents produits par compostage sur le site d'exploitation assorti d'une exportation des compost obtenus par la société TERRIAL. La gestion actuelle des effluents a évolué à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Compostage d'une part des effluents produits sur le site de la SARL IROISE NATURE , commune de PLOUMOGUER - gérant M PETTON Guillaume- ; • Traitement d'autre part dans l'unité de méthanisation SAS METHAN'IROISE "Kerevars" commune de PLOUMOGUER - cogérance M PETTON Guillaume-.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Au regard des modifications quant à la gestion des effluents produits, un dossier de porter à connaissance devra être déposé afin de réactualiser les conditions de fonctionnement et d'exploitation du site.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Défense externe conte l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare la présence d'une poche d'un volume de 120 m³ toutefois celle-ci n'est pas répertoriée sur la base du SDIS 29.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La poche incendie d'un volume de 120 m³ devra faire l'objet d'une déclaration par les services du SDIS 29.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Installations électriques et techniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Absence de réalisation d'un contrôle des installations électriques par un organisme agréé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Faire procéder au contrôle des installations électriques de l'installation par un organisme habilité et transmettre le rapport de visite aux services de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Déclaration annuelle des flux d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>PAR 6 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.</p>
<p>Constats :</p> <p>Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées réalisée conformément aux dispositions réglementaires.</p> <p>La dite déclaration inclut les deux sites de l'EARL DU CRUGUEL à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> • EARL DU CRUGUEL , site d'activité de "Kerbrozel" commune de PLOUARZEL; • EARL DU CRUGUEL , site d'activité de "Bourg Lamber" commune de PLOUMOGUER
Type de suites proposées : Sans suite